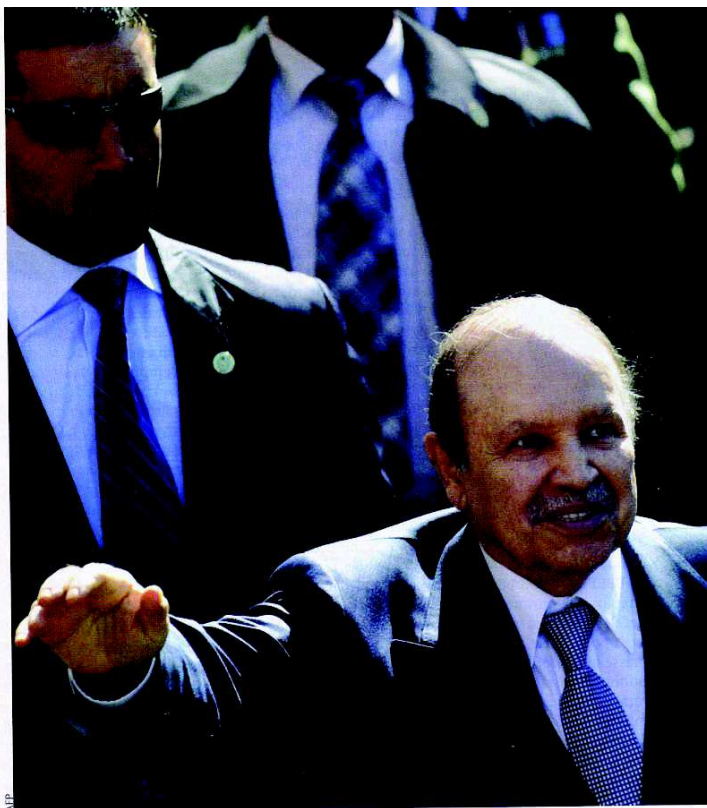


Présidentielles.

Les jeux sont faits. Alors que personne ne doute de l'issue du scrutin du 9 avril prochain, la situation sécuritaire et économique du pays ne cesse de se dégrader.

Neuf agents de sécurité ont été tués dimanche 22 février dans une attaque islamiste d'envergure dans l'est de l'Algérie. Les assaillants ont attaqué le bâtiment au mortier artisanal alors que s'y trouvaient des employés de la SPAS, une entreprise algérienne de gardiennage chargée de la surveillance et de la sécurité de sociétés implantées dans la région. Ce n'est pas un hasard si cet acte, le plus meurtrier depuis plus de six mois, a eu lieu à



La désillusion algérienne

trois semaines du début de la campagne pour l'élection présidentielle du 9 avril au cours de laquelle le président algérien Abdelaziz Bouteflika briguera un troisième mandat consécutif. L'attaque survient après plusieurs actes de ce type commis en février contre des militaires ou des civils dans l'est du pays. Pour ne citer que quelques exemples, le 15 février, sept militaires ont été tués ; le 12 février, sept personnes, dont un bébé et deux gendarmes, ont trouvé la mort suite à l'explosion de deux

bombes. Là encore, l'attaque coïncidait avec le jour où Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999 puis réélu en 2004, s'est de nouveau déclaré candidat à l'élection présidentielle.

D'ailleurs, comme pour faire écho à cette continuité politique indigeste, son programme ressemble à s'y méprendre à celui de 2004, alors même qu'il a échoué sur la plupart des dossiers. Abdelaziz Bouteflika, âgé de 71 ans, dans un état de santé alarmant, a en effet promis de « continuer à promouvoir la politique de

réconciliation nationale », engagée depuis 2000 par le biais de deux référendums qui ont permis à des milliers d'islamistes d'abandonner le maquis et la lutte armée, pour « réconcilier les Algériens avec eux-mêmes et avec le pays ». Il a néanmoins prévenu qu'il continuerait « à lutter contre le terrorisme avec tous les moyens nécessaires » tout en assurant que « la porte reste ouverte aux repentis ». Le président algérien s'est également engagé à reconduire sa politique de « développement intensif de l'économie » avec un



Abdelaziz Bouteflika brigue un troisième mandat consécutif.

plan de 150 milliards sur cinq ans pouvant créer « 3 millions d'emplois ». Et d'ajouter : « Le peuple a le droit de choisir en toute liberté ! Au total, onze personnes ont déposé leurs dossiers de candidature à la présidentielle au Conseil constitutionnel à Alger, dont Moussa Touati, président du Front national algérien, et Louisa Hanoune, dirigeante du Parti du travail. Lundi 23 février, Abdelaziz Bouteflika a déposé le sien en tant qu'indépendant, le délai ayant été fixé à

Jamais une joute électorale n'aura suscité si peu d'engouement parmi la population.

minuit. Selon un communiqué de la direction de campagne du chef de l'Etat, les partis de l'Alliance présidentielle et des associations de la société civile ont récolté « 4 038 000 signatures de citoyens, soit trois fois plus qu'en 2004, et 11 736 signatures d'élus locaux ». L'Alliance présidentielle est composée du Front de libération nationale (FLN, nationaliste), du Rassemblement national démocratique (RND, libéral) et du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamique). A noter que pour faire valider leur candidature, les candidats doivent recueillir la signature de 600 élus issus de 25 wilayas sur les 48 que compte le pays, ou celle de 75 000 électeurs votant dans l'une de ces 25 wilayas.

Le boycott au rendez-vous

MAIS, CONTRAIREMENT À 2004, le boycott de plusieurs grandes formations politiques algériennes renseigne sur la désillusion et le peu d'engouement que suscite cette échéance électorale. Ainsi, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi, le Front des forces socialistes (FFS) et le parti islamiste El Islah ne participeront pas au scrutin. Selon Saïd Saadi, dont la formation politique a été la première à annoncer qu'elle ne participerait pas à l'élection, le boycott est un « devoir civique ». Le RCD est allé jusqu'à geler ses activités publiques, qualifiant l'élection de « pitoyable cirque ». Le FFS, le plus ancien parti d'opposition en Algérie, s'inscrit dans la même logique affirmant que « les jeux sont faits d'avance ». Pour Abdellah Djaballah, leader du parti El Islah, sa non-participation ne signifie aucunement « la fin du militantisme » et de l'aspiration aux principes démocratiques.

Et ce n'est pas tout. L'ex-président Liamine Zeroual dit ouvertement sa désapprobation de l'amendement apporté le 12 novembre 2008

à la Constitution par l'Assemblée populaire nationale dans le but avoué de permettre au chef de l'Etat de se présenter pour un troisième quinquennat. En effet, Liamine Zeroual est à l'origine de la limitation des mandats présidentiels au nombre de deux car, selon lui, seule l'instauration d'une démocratie réelle dans le pays peut mener à une sortie de crise.

C'est ainsi que, cette fois-ci, ni les figures de l'opposition ni les personnalités connues, dont la participation avait servi précédemment à donner aux scrutins un vernis démocratique, n'ont accepté de jouer le jeu. Enfin, Abassi Madani, chef historique du Front islamique du salut (FIS) et exilé depuis un an au Qatar, a lui aussi appelé mardi 24 février ses compatriotes à boycotter l'élection présidentielle : « *Peuple algérien, nous vous appelons en cette occasion historique à boycotter la prochaine élection présidentielle. Les élections sont devenues, en Algérie, un moyen de consacrer une réalité pourrie et une corruption rampante* », précise un texte portant sa signature. Le FIS – faut-il le rappeler – avait été accusé par le gouvernement algérien d'être à l'origine de la vague de violences qui a éclaté dans le pays après la suspension du processus électoral en 1992 et a été dissout la même année.

Institutions confisquées

CEPENDANT, ET TANDIS QUE certains boycottent l'élection, d'autres la préparent, notamment dans les hautes sphères de l'Etat algérien et au sein des formations politiques qui gravitent autour du pouvoir. Un « groupe de travail conjoint » a ainsi été mis en place entre les partis de l'Alliance présidentielle, dont les membres prévoient l'élaboration d'une feuille de route pour « faire face » à l'échéance électorale à venir. Dans ce cercle, on se plaît à parler de garanties de transparence et de lucidité, tout en appelant les citoyens à participer massivement aux élections. Car jamais une joute électorale n'aura suscité si peu d'engouement parmi la population : l'indifférence est à son paroxysme dans un pays paradoxalement riche en hydrocarbures et à bout de souffle entre chômage, pauvreté, insécurité et tensions communautaires. Le citoyen, désabusé, pressent que cette élection ne changera rien à son quotidien. Dans le sud du pays, les affrontements entre Berbères mozabites et arabophones se poursuivent tandis que les matchs de football sont régulièrement annulés, reportés ou organisés en huit-clos en raison des violences qu'ils suscitent au sein du public. L'abstention, seule grande inconnue donc de cette élection, sera probablement le plus grand adversaire d'Abdelaziz Bouteflika.

AMINA BOUBIA

LES CANDIDATS À VIE

